

*Les crédits*

**Des voix:** Bravo!

**M. Hawkes:** Un an plus tard, l'organisme qui défend les intérêts des défavorisés au Canada a publié un document qui disait que le budget Crosbie était le budget le plus équitable envers les pauvres qui ait jamais été présenté au Parlement au cours des années 70. Les libéraux et les néo-démocrates ont voté contre ce budget au détriment des démunis du Canada. Je ne crains pas de dire ici que les millionnaires de ce pays n'ont pas besoin d'allocations familiales, ils n'ont pas besoin de SV, à laquelle on ne cotise pas, et ils seront heureux de rendre cet argent au Trésor pour que les pauvres de la nation puissent en profiter. Je suis fier de voter en faveur de cette mesure.

**Des voix:** Bravo!

**Mme Guarnieri:** Monsieur le Président, de toute évidence le député n'a pas voulu entendre mon appel à l'équité. Pourtant je note qu'il a utilisé la notion sans gêne.

Je voudrais poser au député une question, si la Chambre me le permet, et lui demander où est la justice ou l'équité lorsque l'on compare les deux familles suivantes ayant deux enfants. Dans l'une, les deux conjoints travaillent et gagnent chacun 40 000\$ par année, ils n'auront pas à reverser leurs prestations d'allocations familiales puisque ni l'un ni l'autre n'a un revenu net de 50 000\$. Dans l'autre, un seul des conjoints travaille et a un revenu net de 60 000\$, ils devront donc rembourser une partie ou la totalité de leurs prestations. J'aimerais bien entendre la réponse.

**M. le vice-président:** Y a-t-il consentement unanime pour permettre au député de Calgary-Ouest (M. Hawkes) de donner une brève réponse?

**Des voix:** D'accord.

**Des voix:** Non

[Français]

**Mme Suzanne Duplessis (secrétaire parlementaire du ministre d'État (Sciences et Technologie):** Je vous remercie, monsieur le Président, de me donner l'occasion de prendre la parole aujourd'hui sur une question aussi fondamentale pour définir ce que nous sommes en tant que Canadiens, et comment nous différons des autres pays, en ce qui touche notre système de sécurité sociale. Les Canadiens peuvent être fiers, à juste titre, du réseau de programmes sociaux de leur pays. Ils font valoir, avec raison, l'impressionnant filet de sécurité qui protège les plus faibles dans notre société. De plus, l'ensemble diver-

sifié de programmes est suffisamment souple pour répondre aux besoins de tous les Canadiens.

Nous insistons beaucoup sur les services sanitaires et sociaux, et ce depuis de nombreuses années. Nombre de Canadiens sont trop jeunes pour se souvenir de l'époque où le Canada ne possédait pas d'assurance-maladie universelle. Nous sommes fiers du fait que chaque Canadien ait droit aux services médicaux.

Nous possédons également un vaste ensemble de programmes de sécurité de revenu. Nous offrons la sécurité de la vieillesse, le supplément de revenu garanti et les prestations du Régime de pensions du Canada aux personnes âgées. Nous venons en aide aux familles avec enfants, grâce aux allocations familiales et aux dispositions fiscales au titre de garde d'enfants. Il ne faut pas oublier non plus le généreux Programme d'assurance-chômage.

Le gouvernement reste totalement engagé à maintenir ce réseau de programmes sociaux, aujourd'hui et demain. Nous avons le courage de prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que les générations futures de Canadiens puissent également bénéficier d'un vaste système de mesures sociales.

Ce qui menace notre système de sécurité sociale est notre énorme dette nationale estimée à plus de 320 milliards de dollars, en 1988-1989. A cause de cette dette, plus de 35 cents, monsieur le Président, sur chaque dollar de recettes perçues par le gouvernement fédéral servira à payer des intérêts, en 1989-1990.

Nous dépenserons plus de 39 milliards de dollars en paiements d'intérêts seulement. Il s'agit de l'élément le plus important de dépenses du gouvernement fédéral, plus que les dépenses de tous les programmes sociaux.

Il importe que nous relevions le défi de la dette d'aujourd'hui afin de protéger la base de notre système de programmes sociaux dans l'avenir.

• (1430)

Turner le dos à ce problème, c'est continuer d'emprunter sur notre avenir, mettre sérieusement en danger l'avenir économique et social de nos enfants.

Il y a 20 ans seulement, le Canada n'avait pas de déficit. Notre dette nationale entière, accumulée au cours du premier siècle de la Confédération, n'était que de 18 milliards de dollars. Comment le Canada a-t-il donc fait pour accumuler cette énorme dette? Comme pour n'importe quelle famille ou n'importe quel individu, cela a